

surtout de sa lutte contre la Russie : en Europe, voyant qu'il est difficile de faire reculer cette Puissance, elle travaille à se procurer quelques avantages, en essayant de pénétrer à Constantinople même et d'obtenir, dans Alexandrie, un port qui fermerait la tête de ligne pour le chemin de fer projeté des bords de la Méditerranée à l'Inde ; en Asie, elle est engagée dans une guerre avec l'Afghanistan, guerre heureuse jusqu'à présent, mais coûteuse, et qui pourrait présenter de fâcheux retours de fortune, sans parler de l'éventualité d'un choc prochain avec le colosse russe.

Tout près de la France, la Belgique se trouve lancée, avec un ministère libéral et maçonnique, dans un *Kulturkampf* qui pourra amener bien des troubles dans ce pays. Le ministère veut modifier une loi de 1842, qui donne trop d'influence, selon lui, au clergé dans l'éducation des classes populaires, et cherche à bannir Dieu de l'école, comme le veulent les radicaux en France. Pauvres gens qui assistent aux ravages faits par l'impunité, et qui ne trouvent rien de mieux pour les arrêter, que de donner plus de force encore à cette impiété désastreuse !

En Belgique, les catholiques se défendent avec énergie, mais le mal est si grand, qu'on peut douter qu'ils arrivent avant que de grands maux aient été infligés à ce beau pays.

On sait où en est l'Allemagne. Une discussion qui a eu lieu il y a quelque temps au sein du parlement prussien, montre que deux courants s'y partagent aujourd'hui le monde politique : les uns, et c'est le ministère et la majorité du Landtag prussien, veulent la continuation du *Kulturkampf* ; les autres, et l'empereur paraît aller de ce côté, voudraient voir cesser la persécution religieuse et un accord se faire avec l'Eglise romaine. Le prince de Bismark est avec les premiers, mais les circonstances sont telles, que ce que le puissant chancelier Bismark repousse, pourra devenir nécessaire. Il y a là un mouvement qui peut donner les meilleures espérances, et, certainement, si M. de Bismark n'était pas engagé dans le *Kulturkampf*, ce n'est pas en ce moment qu'il le commencerait.

L'Autriche, moins violemment secouée au point de vue religieux, n'en est pas moins lancée sur une pente au bas de laquelle elle pourra malheureusement rencontrer sa ruine. C'est le libéralisme qui y règne, et le libéralisme est un dissolvant qui ne peut produire que de funestes effets. L'Autriche a fait la conquête de la Bosnie, c'est là un triomphe qui n'augmente pas sa force et qui sera pour elle une cause de grands embarras, résultat qui n'affligera pas trop la cour de Berlin.

On sait dans quel état se trouve la Turquie, qui se débat avec aussi peu de loyauté que de succès, contre toutes les difficultés intérieures et extérieures dont elle est assaillie. Placée comme en équilibre entre la Russie et l'Angleterre, elle hésite entre les deux, se tourne tantôt d'un côté, tantôt de l'autre et ne sait pas,—on ne peut probablement pas—montrer une énergie qui, sans la sauver, serait au moins capable de prolonger son existence.

C'est en Italie qu'on aperçoit en ce moment les plus graves symptômes de la maladie révolutionnaire, conséquence logique de toutes les entreprises injustes et sacrilèges qui ont fait ce qu'on appelle l'unité de ce pays, et juste punition que la Providence inflige aux gouvernements et aux peuples coupables de porter la main sur l'Eglise de Jésus-Christ. Là on recompose le régicide, et le régicide y trouve continuellement de nouveaux instruments ; aux cris d'acclamation poussés en l'honneur du roi, préservé des coups de l'assassin, se mêlent des cris de mort ; les ministres eux-mêmes refusent de prendre des mesures qui pourraient sauvegarder la personne royale, et ils tombent sous les coups d'une majorité qui était déjà depuis

longtemps fatiguée d'eux, quoiqu'ils ne soient au pouvoir que depuis six mois.

Ainsi le ministère Cairoli-Ianardelli n'est plus, et le roi Humbert a cherché de nouveaux ministres qui puissent faire marcher quelque temps ce malheureux royaume d'Italie, fondé sur l'usurpation, l'assassinat, la fourberie et le sacrilège. M. Depretis a été chargé de former un nouveau cabinet.

Si l'on veut savoir le programme de M. Depretis, il n'y a qu'à rappeler celui qu'il fit connaître lorsqu'il fut nommé président du conseil et ministre des finances, en mars 1876. M. Depretis déclare aux chambres que son intention était de faire exécuter les lois relatives aux clergés. Il se déclara partisan du libre-échange et le porte-paroles des progressistes. Il se prononça pour le principe de l'instruction gratuite et obligatoire, pour l'élargissement du droit électoral.

Dans un discours que M. Depretis prononça à Stradella, le 8 octobre 1876, il dit en propres termes : " L'Italie doit continuer la politique pacifique précédente et digne, qui, jusque-là lui a valu les sympathies des grandes puissances européennes, sans qu'elle eût renoncé à son dévouement aux grands principes de la civilisation et de l'humanité. L'Italie a écrit un décret immortel : la suppression du cléricisme politique, la libération du christianisme civil, l'émancipation de la liberté religieuse, le culte libre de l'humanité. " M. Depretis, de nouveau au pouvoir aura-t-il le même programme ! Nous le saurons bientôt.

Entre l'Italie, l'Autriche, l'Allemagne et la France, la Suisse semble revenir à une politique un peu plus modérée. Refuge aujourd'hui de tous les révolutionnaires de l'Europe, elle sent le besoin de faire fléchir sa liberté devant l'Allemagne qui vient de lui faire supprimer un journal *l'Avant-Garde*, dont les colonnes étaient remplies d'appels à l'insurrection et au régicide. D'un autre côté elle se sent gênée par le *Kulturkampf* dont particulièrement souffrent les catholiques du Jura et du canton de Genève. Ce n'est pas encore un retour à la justice, c'est un adoucissement dans les dispositions persécutrices. Les catholiques veillent pour ne point se laisser endormir par de semblants de pacification. En se tenant sur leurs gardes et en ne concédant rien de leurs droits de citoyens, ils finiront sans doute par obtenir la justice qui leur est due.

M. l'écrivain des *Annales Catholiques* termine ainsi sa revue sur la situation actuelle de l'Europe : Que dirons-nous de la France ? Nos lecteurs en connaissent la situation : nous sommes à la veille d'élections qui, en changeant la majorité du Sénat, pourront précipiter les événements et amener l'avènement complet du radicalisme. Les catholiques, les bons citoyens sont avertis. Les dernières discussions sur le budget, la guerre entreprise contre les écoles congréganistes, tout indique dans quel sens M. Gambetta prétend diriger la politique de notre pays. Que le Sénat reste à peu près ce qu'il est maintenant, et la chute sera retardée, et peut-être, pendant ce nouveau répit, le pays aura le temps de mieux voir où on le mène, et de reconnaître où il doit lui-même se diriger pour assurer son salut."

Depuis que M. J. Chantrel a écrit ces lignes, le radicalisme a obtenu ce qu'il croit être un succès, il ambitionnait de remettre une seconde fois le sort de la France entre les mains de l'ex-dictateur de 1870. En effet les élections pour le Sénat ont eu lieu le 6 janvier, et, d'après les dépêches télégraphiques, les républicains ont gagné sur toute la ligne. Sur les 47 sénateurs conservateurs qui sortaient de charge, 13 seulement ont été réélus. Tous les sénateurs républicains ont été réélus. Résultat général : 15 conservateurs et 64 républicains, la majorité